

COMMUNE DE GIUNCHETO

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE



RAPPORT DE PRESENTATION

- V. Annexes

| | |
|--|-----|
| Annexe n°1 : Révision du Plan de Zonage d'Assainissement en cours de finalisation..... | 111 |
| Annexe n°2 : Déclaration d'Utilité Publique des captages de Giuncheto en cours de finalisation | 112 |
| Annexe n°3 : Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation..... | 113 |
| Annexe n°4 : Servitudes d'Utilité Publique..... | 114 |

Annexe n°1 : Révision du Plan de Zonage d'Assainissement en cours de finalisation

Le Zonage d'Assainissement a été approuvé en date du 1^{er} juillet 2019 par la Communauté de Communes du Sartonais-Valinco-Taravo.

Description de l'état d'avancement du dossier :

- Etude pour la mise à jour du Zonage d'Assainissement eaux usées en date du 25 octobre 2017
- Approbation du Conseil communautaire de la CCSVT de soumettre le PZA en date du 18 décembre 2017
- Approbation du zonage définitif le 1^{er} juillet 2019
- Calendrier de phasage de réalisation de la STEP : début des travaux prévus en 2021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO**

SEANCE DU 1^{er} JUILLET 2019

Convocations en date du 24 juin 2019

Délibération n° 2019-41

Compte-rendu affiché

Objet : Approbation définitive du zonage d'assainissement collectif de la commune de Giuncheto

Le 1^{er} juillet 2019 à 16 heures, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis dans la salle de réunion de l'hôtel de ville de Propriano, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

| Communes | Titulaires |
|----------------------|--|
| Arbellara | |
| Argiusta-Moriccio | |
| B.Campomoro | Tolini Yves |
| Bilia | Tramoni Michel |
| Casalabriva | Micheletti Vincent |
| F.Bilzese | Cianfarani Pierre |
| Fozzano | Istria Mireille |
| Giuncheto | Paolini François |
| Granace | |
| Grossa | Giovanni Joseph |
| Moca-Croce | |
| Olmeto | Mozziconacci José-Pierre |
| Petreto-Bicchisano | |
| Propriano | Bartoli Paul-Marie, Lari Ange, Scanavino François-Joseph, Cassetari André, Etori Ghislaine, Taberner Elisabeth, Faggiani Alain, Duval Danielle, Mondoloni François |
| Ste Marie Figaniella | |
| Sartène | Galloni D'Istria Eveline, Labertrandie Anne |
| Sollacaro | |
| Viggianello | Pucci Joseph, Pereney Jean |

21 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 41 membres.

Procurations : Monsieur Pajanacci Jean a donné procuration à Monsieur Tramoni Michel, Madame Nicolaï Jacques a donné procuration à Madame Labertrandie Anne, Madame Mondoloni Blanche a donné procuration à Madame Taberner Elisabeth, Madame Puthod-Honoré Myriam a donné procuration à Monsieur Faggiani Alain.



Absents non représentés : Caïtucoli Paul-Joseph - Carrier Marie-Antoinette - Léandri Jean-Yves - Istria Patrice - Bartoli Magali – Morini Jean-Pierre – Quilichini Paul - Corti Jacques - Girolami Jean-Luc - Matteacioli Jean - Mondoloni Marie-Pierre - Notin Marie-Pierre - Ricci-Bianchini Anne - Alaris Nicolas – Bartoli Jean-Jacques - Rocca Antoine.

Madame Labertrandie Anne a été élue secrétaire de séance.

Délibération du conseil communautaire en date du 1^{er} juillet 2019 : n°2019-41

Objet : Approbation définitive du zonage d'assainissement collectif de la commune de Giuncheto

Le Président rappelle que le conseil communautaire s'est prononcé une première fois sur le zonage de la commune de Giuncheto.

Aussi, il informe les membres du Conseil que l'enquête publique a été réalisée.

Compte tenu de l'avis émis par la Commissaire Enquêtrice, le Président propose d'adopter définitivement le zonage d'assainissement de la commune de Giuncheto.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président de séance entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 21
Nombre de suffrages exprimés : 25
Nombre de vote pour : 25
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver définitivement le zonage d'assainissement collectif de la commune de Giuncheto.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Jean Pajanacci



NOTICE D'INFORMATION RELATIVE A LA CARTE COMMUNALE DE GIUNCHETO

(Version 2)

SERVICE D'ASSAINISSEMENT

Le service d'assainissement des eaux usées concerne :

- « L'assainissement collectif ».
- « L'assainissement non collectif ». Le SPANC a été mis en place en 2011.

Les documents études et diagnostics réalisés sont les suivants :

- Zonage – 2017
- APS STEP - 2019

1/ LE ZONAGE

Le dernier document en la matière date de 2017.

Les conclusions sont les suivantes :

ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

VILLAGE de GIUNCHETO y compris les futures habitations situées à l'intérieur de la zone constructible de la future carte communale à l'exception du secteur de VIGNE VECCHIE

La commune de GIUNCHETO en partenariat avec la Communauté de Communes va se lancer très rapidement dans un projet de réhabilitation de sa station d'épuration pour une capacité de 200 EH.

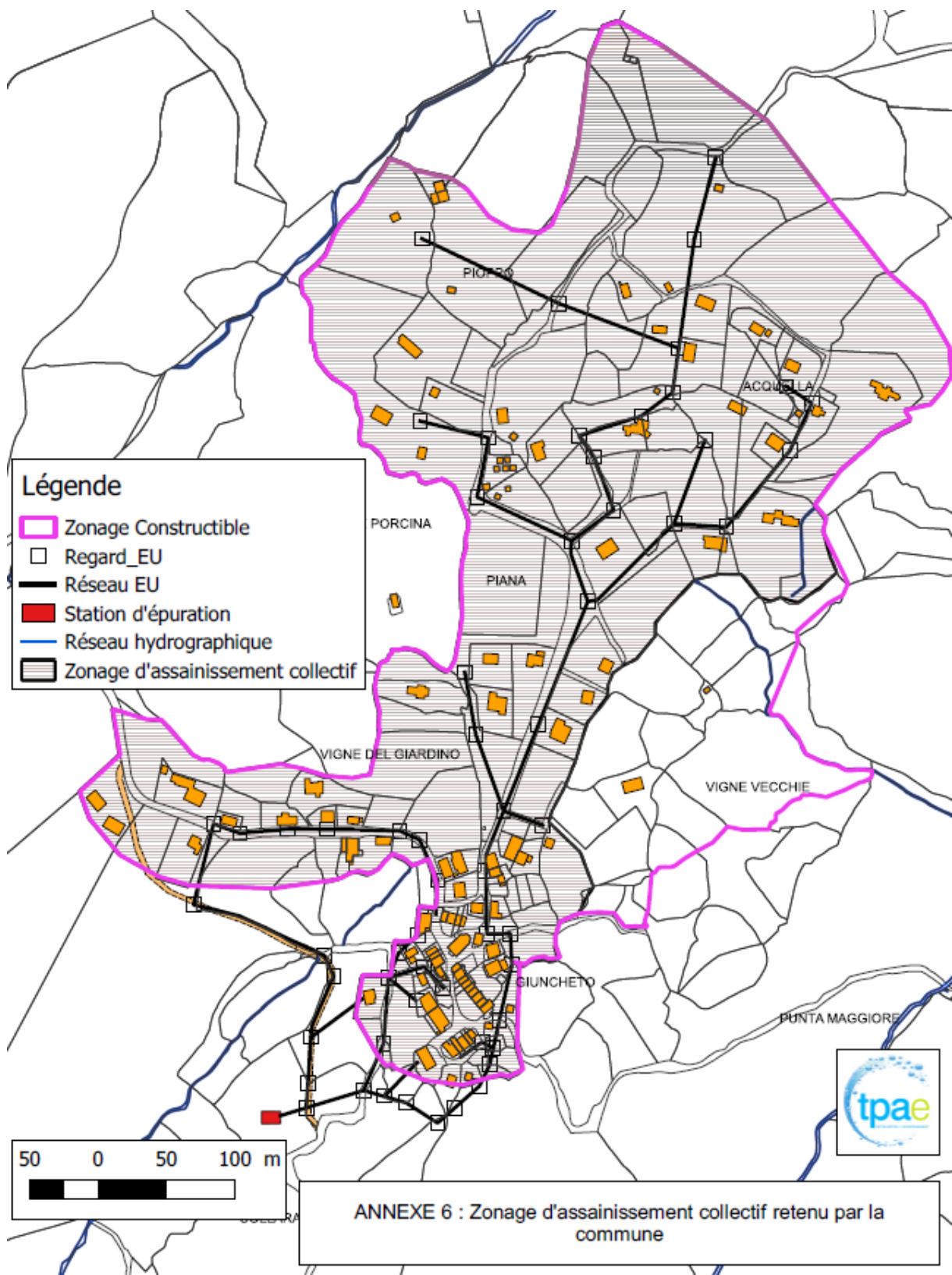
Le zonage d'assainissement collectif retenu sur le village de GIUNCHETO sera donc à court terme en parfaite adéquation avec l'outil épuratoire et les réseaux de collecte en place.

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :

SECTEUR DE VIGNE VECCHIE, HAMEAUX D'ACCIOLA et SAN GAVINU et TOUTES LES HABITATIONS situées dans l'habitat diffus

Pour ces différents secteurs, les études de sol disponibles dans le cadre des constructions neuves, les contrôles du SPANC sur l'assainissement existant et les sondages de sol réalisés dans le cadre du zonage d'assainissement indiquent que l'ANC peut être mise en œuvre tout en respectant les recommandations de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 définissant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Il en découle le zonage suivant :



2/ LA CREATION D'UNE STEP

Les conclusions de la mise à jour du Zonage d'Assainissement proposent de reprendre l'intégralité de la filière épuratoire par la création d'une nouvelle station de traitement de type filtres plantés de roseaux d'une capacité de 200 EH en lieu et place de l'existant.

Le projet est annexé à la présente notice.

Ce projet doit être inscrit à la prochaine contractualisation triennale CDC/Agence de l'eau/CCSVT qui devrait être formalisée au cours du second semestre 2019.

Le calendrier de réalisation de cette opération est la suivante :

- Août 2019 : Achat de la parcelle.
- Second semestre 2019 : Contractualisation CDC/AE/CCSVT.
- Premier trimestre 2020 : Aménagement de la piste d'accès existante (étude de projet réalisé – estimatif - , passage en conseil communautaire avant la fin de l'année 2019) et établissement d'une servitude passage au profit de la CCSVT pour pouvoir accéder à la parcelle devant accueillir la STEP.
- Premier semestre 2020 : Lancement de la maîtrise d'œuvre.
- Deuxième semestre 2020 : Consultation des entreprises – Phase travaux.
- Premier semestre 2021 : Début des travaux.
- Deuxième semestre 2021 : Réception des travaux.

3/ AVIS SUR LA CARTOGRAPHIE

De manière générale, l'ensemble de la zone A est susceptible d'être raccordé au réseau d'assainissement collectif hormis le secteur de *Vigne Vecchie*.

Cependant, le raccordement de certaines parcelles pourrait être subordonné à un passage sur un terrain privé (pour les parcelles non limitrophes de voies publiques) et/ou à la mise en place d'une pompe de relevage.

Dans l'attente de la construction de la STEP, aucun raccordement au réseau ne pourra être effectué (ANC en attendant le raccordement).

De la même manière, si des difficultés existent pour le raccordement de certaines parcelles (passage sur terrain privé) ces parcelles devront être ouvertes en ANC (si les analyses d'aptitudes de sol sont concluantes).

Annexe n°2 : Déclaration d'Utilité Publique des captages de Giuncheto en cours de finalisation

Description de l'état d'avancement du dossier :

- Arrêté préfectoral N° 15-0303 du 11 juin 2015 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe de droit commun préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux , d'autorisation d'utiliser cette eau en vue de la consommation humaine et parcellaire , en vue de permettre l'acquisition de terrain en pleine propriété et l'établissement de servitudes nécessaires à l'instauration de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de sources et de forages situés sur le territoire des communes de FocèBilzese , Granace , Giuncheto , Santa Maria di Figaniella , Viggianello et Fozzano
- Rapport et conclusions motivées du Commissaire Enquêteur en date du 30 septembre 2015
- Rapport d'étude hydrogéologique pour le dossier de DUP réalisé pour l'ARS et la CCSVT en date du 12 mai 2016

Annexe n°3 : Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Article 1

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Article 2

Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;

c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
- les zones montagneuses ;
- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Article 3

L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

NOTA : : Loi 2001-616 2001-07-11 art. 75 : Dans tous les textes législatifs et réglementaires, la référence à la collectivité territoriale de Mayotte est remplacée par la référence à Mayotte et la référence à la collectivité territoriale est remplacée par la référence à la collectivité départementale.

Article 5

Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet civil et militaire, D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer, G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation : Le directeur du cabinet, D. CADOUX

Annexe n°4 : Servitudes d'Utilité Publique

- de passage sur la piste existante de Suara
- de passage et d'aménagement de la ZAL existante « bocca di suara »
- de passage et d'aménagement concernant 2 points d'eau « suara et mugiolere »



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

Arrêté n° 06-0711 en date du 18 mai 2006
portant établissement d'une servitude de passage et d'aménagement
sur la piste existante de « Suara », commune de GIUNCHETO

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le Code Forestier, notamment les articles L.321-1, L.321-5-1, L.321-6 et R.321-14-1;
VU le PIDAF de SARTENE ;
VU le certificat d'affichage établi par le Maire de GIUNCHETO le 1^{er} décembre 2005 ;
VU les pièces du dossier porté à la connaissance des propriétaires notamment le rapport de présentation et le plan parcellaire ;
VU la délibération du Conseil Municipal de GIUNCHETO en date du 10 mars 2006 approuvant la mise en place de la servitude de passage et d'aménagement ;
SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Une servitude de passage et d'aménagement est créée pour assurer la pérennité de la piste de « Suara » sur la commune de GIUNCHETO.
Cette servitude est établie au profit de la commune de GIUNCHETO.

ARTICLE 2 :

Les parcelles concernées par la servitude sont les suivantes :

| Section | N° parcelle | Surface de la parcelle (m2) | Longueur de l'ouvrage sur la parcelle (ml) | Surface de la servitude sur la parcelle (m2) |
|---------|-------------|-----------------------------|--|--|
| A | 240b | 4 820 | 69,5 | 278 |
| A | 242 | 3 560 | 94 | 376 |
| A | 243 | 1 575 | 18,3 | 73,2 |
| B | 155 | 796 | 45,9 | 183,6 |
| B | 156 | 1 320 | 58,7 | 234,8 |
| B | 157 | 198 | 13,6 | 54,4 |
| B | 159 | 7 388 | 77 | 308 |
| A | 184 | 10 630 | 236 | 944 |
| A | 185 | 17 150 | 46,2 | 184,8 |
| A | 189 | 30 095 | 259,1 | 1 036,4 |
| A | 191 | 59 370 | 54,7 | 218,8 |
| A | 193 | 23 630 | 52,6 | 210,4 |
| A | 194 | 6 579 | 134,8 | 539,2 |
| A | 195 | 23 790 | 214,4 | 857,6 |

| Section | N° parcelle | Surface de la parcelle (m2) | Longueur de l'ouvrage sur la parcelle (ml) | Surface de la servitude sur la parcelle (m2) |
|---------|-------------|-----------------------------|--|--|
| A | 239 | 11 470 | 34 | 136 |
| A | 249 | 307 | 66,6 | 266,4 |
| A | 252 | 39 317 | 48,2 | 192,8 |
| A | 263 | 26 809 | 249,2 | 996,8 |
| A | 264 | 19 700 | 69 | 276 |
| A | 267 | 62 776 | 210,1 | 840,4 |

ARTICLE 3 :

Le plan de situation de l'ouvrage est joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera, par les soins du bénéficiaire, notifié à chacun des propriétaires concernés.

ARTICLE 5 :

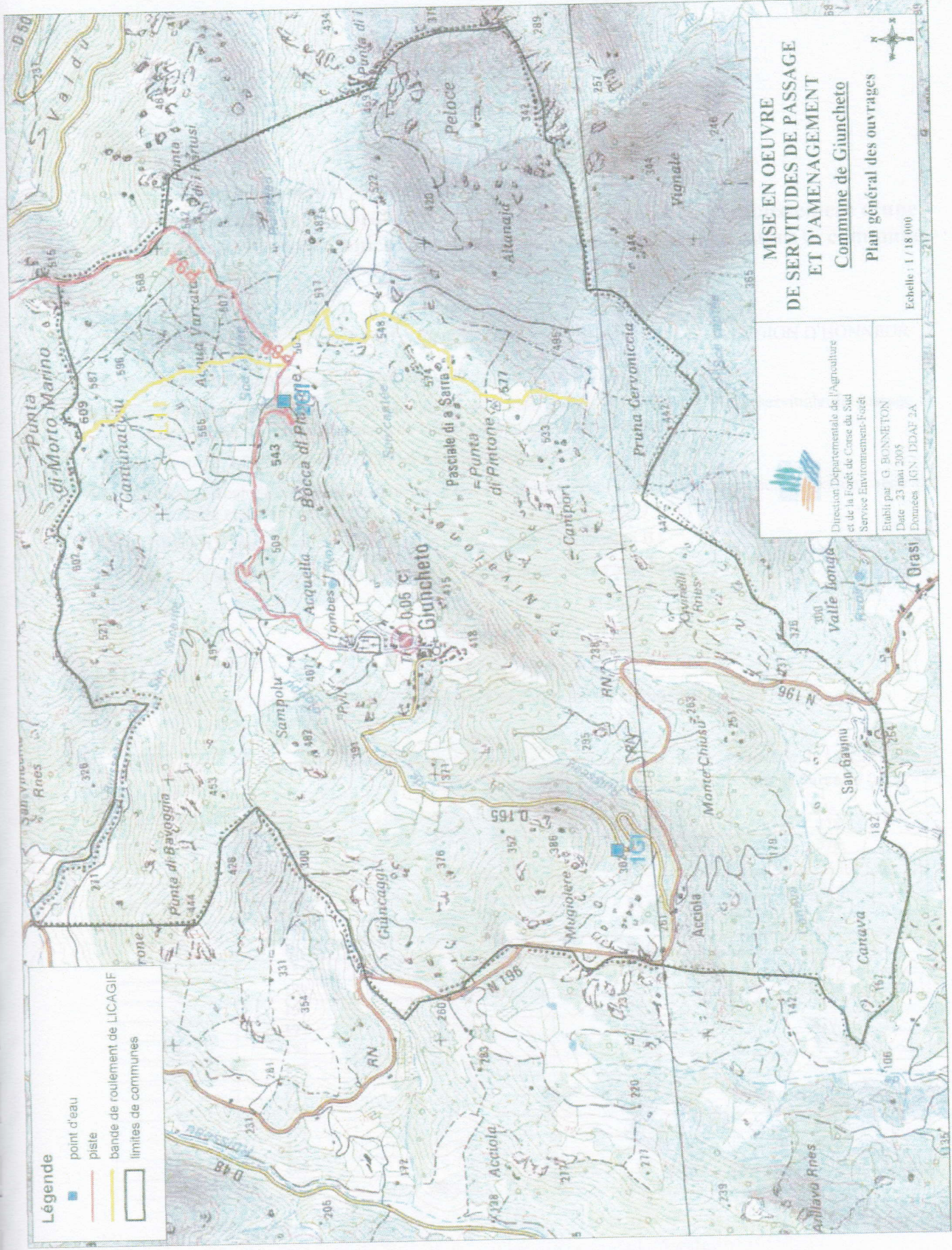
Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de GIUNCHETIO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Sous-Prefet, Directeur de Cabinet,

Laurent BIGOT



Légende

- point d'eau
- piste
- bande de roulement de LICAGIF
- limites de communes

**MISE EN OEUVRE
DE SERVITUDES DE PASSAGE
ET D'AMENAGEMENT**
Commune de Giuncheto
Plan général des ouvrages


 Direction Départementale de l'Agriculture
 et de la Forêt de Corse du Sud
 Service Environnement-Forest
 Etabli par G. BONNETON
 Date 23 mai 2005
 Données IGN / DDAF 2A



Echelle : 1 / 18 000



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

20 SEP. 2006

Arrêté n° 06-1289 en date
modifiant l'arrêté préfectoral n° 06-0711 du 18/05/06 relatif à l'établissement d'une
servitude de passage et d'aménagement sur la piste existante de « Suara », commune
de GIUNCHETO

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code Forestier, notamment les articles L.321-1, L.321-5-1, L.321-6 et R.321-14-1;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-0711 en date du 18 mai 2006 portant établissement d'une servitude de passage et
d'aménagement sur la piste existante de « Suara », commune de Giuncheto ;

VU la lettre de M. LEVY-BENCHETON en date du 4 août 2006 ;

VU le procès-verbal de visite de terrain du service Environnement-Forêt de la Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt ;

CONSIDERANT que la piste de SUARA longe la parcelle n° 156, section B ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, délégué ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le tableau figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus, est modifié comme suit :

| Section | N° parcelle | Surface de la parcelle (m2) | Longueur de l'ouvrage sur la parcelle (ml) | Surface de la servitude sur la parcelle (m2) |
|---------|-------------|--------------------------------|--|---|
| A | 240b | 4 820 | 69,5 | 278 |
| A | 242 | 3 560 | 94 | 376 |
| A | 243 | 1 575 | 18,3 | 73,2 |
| B | 155 | 796 | 45,9 | 183,6 |
| B | 157 | 198 | 13,6 | 54,4 |
| B | 159 | 7 388 | 77 | 308 |
| A | 184 | 10 630 | 236 | 944 |
| A | 185 | 17 150 | 46,2 | 184,8 |
| A | 189 | 30 095 | 259,1 | 1 036,4 |
| A | 191 | 59 370 | 54,7 | 218,8 |
| A | 193 | 23 630 | 52,6 | 210,4 |
| A | 194 | 6 579 | 134,8 | 539,2 |
| A | 195 | 23 790 | 214,4 | 857,6 |
| A | 239 | 11 470 | 34 | 136 |
| A | 249 | 307 | 66,6 | 266,4 |
| A | 252 | 39 317 | 48,2 | 192,8 |
| A | 263 | 26 809 | 249,2 | 996,8 |
| A | 264 | 19 700 | 69 | 276 |
| A | 267 | 62 776 | 210,1 | 840,4 |



PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

ARTICLE 2 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de GIUNCHETIO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,

Pour le Préfet

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Patrick DUPRAT

ANNEXE

| Commune | N° parcelle | Surface de la parcelle (m²) | Surface de la commune (m²) |
|---------|-------------|-----------------------------|----------------------------|
| A | 2465 | 1 001 | 25 2 |
| A | 246 | 885 | 25 2 |
| A | 247 | 2 280 | 25 2 |
| A | 248 | 212 | 25 2 |
| B | 185 | 20 | 25 2 |
| B | 187 | 20 | 25 2 |
| B | 188 | 1 284 | 25 2 |
| A | 189 | 18 028 | 25 2 |
| A | 190 | 1 210 | 25 2 |
| A | 191 | 10 282 | 25 2 |
| A | 192 | 28 288 | 25 2 |
| A | 193 | 28 288 | 25 2 |
| A | 194 | 28 288 | 25 2 |
| A | 195 | 28 288 | 25 2 |
| A | 196 | 28 288 | 25 2 |
| A | 197 | 28 288 | 25 2 |
| A | 198 | 28 288 | 25 2 |
| A | 199 | 28 288 | 25 2 |
| A | 200 | 28 288 | 25 2 |
| A | 201 | 28 288 | 25 2 |
| A | 202 | 28 288 | 25 2 |
| A | 203 | 28 288 | 25 2 |
| A | 204 | 28 288 | 25 2 |
| A | 205 | 28 288 | 25 2 |
| A | 206 | 28 288 | 25 2 |
| A | 207 | 28 288 | 25 2 |
| A | 208 | 28 288 | 25 2 |
| A | 209 | 28 288 | 25 2 |
| A | 210 | 28 288 | 25 2 |
| A | 211 | 28 288 | 25 2 |
| A | 212 | 28 288 | 25 2 |
| A | 213 | 28 288 | 25 2 |
| A | 214 | 28 288 | 25 2 |
| A | 215 | 28 288 | 25 2 |
| A | 216 | 28 288 | 25 2 |
| A | 217 | 28 288 | 25 2 |
| A | 218 | 28 288 | 25 2 |
| A | 219 | 28 288 | 25 2 |
| A | 220 | 28 288 | 25 2 |
| A | 221 | 28 288 | 25 2 |
| A | 222 | 28 288 | 25 2 |
| A | 223 | 28 288 | 25 2 |
| A | 224 | 28 288 | 25 2 |
| A | 225 | 28 288 | 25 2 |
| A | 226 | 28 288 | 25 2 |
| A | 227 | 28 288 | 25 2 |
| A | 228 | 28 288 | 25 2 |
| A | 229 | 28 288 | 25 2 |
| A | 230 | 28 288 | 25 2 |
| A | 231 | 28 288 | 25 2 |
| A | 232 | 28 288 | 25 2 |
| A | 233 | 28 288 | 25 2 |
| A | 234 | 28 288 | 25 2 |
| A | 235 | 28 288 | 25 2 |
| A | 236 | 28 288 | 25 2 |
| A | 237 | 28 288 | 25 2 |
| A | 238 | 28 288 | 25 2 |
| A | 239 | 28 288 | 25 2 |
| A | 240 | 28 288 | 25 2 |
| A | 241 | 28 288 | 25 2 |
| A | 242 | 28 288 | 25 2 |
| A | 243 | 28 288 | 25 2 |
| A | 244 | 28 288 | 25 2 |
| A | 245 | 28 288 | 25 2 |
| A | 246 | 28 288 | 25 2 |
| A | 247 | 28 288 | 25 2 |
| A | 248 | 28 288 | 25 2 |
| A | 249 | 28 288 | 25 2 |
| A | 250 | 28 288 | 25 2 |
| A | 251 | 28 288 | 25 2 |
| A | 252 | 28 288 | 25 2 |
| A | 253 | 28 288 | 25 2 |
| A | 254 | 28 288 | 25 2 |
| A | 255 | 28 288 | 25 2 |
| A | 256 | 28 288 | 25 2 |
| A | 257 | 28 288 | 25 2 |
| A | 258 | 28 288 | 25 2 |
| A | 259 | 28 288 | 25 2 |
| A | 260 | 28 288 | 25 2 |
| A | 261 | 28 288 | 25 2 |
| A | 262 | 28 288 | 25 2 |
| A | 263 | 28 288 | 25 2 |
| A | 264 | 28 288 | 25 2 |
| A | 265 | 28 288 | 25 2 |
| A | 266 | 28 288 | 25 2 |
| A | 267 | 28 288 | 25 2 |
| A | 268 | 28 288 | 25 2 |
| A | 269 | 28 288 | 25 2 |
| A | 270 | 28 288 | 25 2 |
| A | 271 | 28 288 | 25 2 |
| A | 272 | 28 288 | 25 2 |
| A | 273 | 28 288 | 25 2 |
| A | 274 | 28 288 | 25 2 |
| A | 275 | 28 288 | 25 2 |
| A | 276 | 28 288 | 25 2 |
| A | 277 | 28 288 | 25 2 |
| A | 278 | 28 288 | 25 2 |
| A | 279 | 28 288 | 25 2 |
| A | 280 | 28 288 | 25 2 |
| A | 281 | 28 288 | 25 2 |
| A | 282 | 28 288 | 25 2 |
| A | 283 | 28 288 | 25 2 |
| A | 284 | 28 288 | 25 2 |
| A | 285 | 28 288 | 25 2 |
| A | 286 | 28 288 | 25 2 |
| A | 287 | 28 288 | 25 2 |
| A | 288 | 28 288 | 25 2 |
| A | 289 | 28 288 | 25 2 |
| A | 290 | 28 288 | 25 2 |
| A | 291 | 28 288 | 25 2 |
| A | 292 | 28 288 | 25 2 |
| A | 293 | 28 288 | 25 2 |
| A | 294 | 28 288 | 25 2 |
| A | 295 | 28 288 | 25 2 |
| A | 296 | 28 288 | 25 2 |
| A | 297 | 28 288 | 25 2 |
| A | 298 | 28 288 | 25 2 |
| A | 299 | 28 288 | 25 2 |
| A | 300 | 28 288 | 25 2 |



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

Arrêté n° 06- 0748 en date du 18 mai 2006
portant établissement d'une servitude de passage et d'aménagement
sur la bande de roulement de la ZAL existante « Bocca di Suara » commune de
GIUNCHETO

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le Code Forestier, notamment les articles L.321-1, L.321-5-1, L.321-6 et R.321-14-1;
VU le PIDAF de SARTENE ;
VU le certificat d'affichage établi par le Maire de GIUNCHETO le 1^{er} décembre 2005 ;
VU les pièces du dossier porté à la connaissance des propriétaires notamment le rapport de présentation et le plan parcellaire ;
VU la délibération du Conseil Municipal de GIUNCHETO en date du 10 mars 2006 approuvant la mise en place de la servitude de passage et d'aménagement ;
SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Une servitude de passage et d'aménagement est créée pour assurer la pérennité de la bande de roulement de la ZAL de « Bocca di Suara » sur la commune de GIUNCHETO.
Cette servitude est établie au profit de la commune de GIUNCHETO.

ARTICLE 2 :

Les parcelles concernées par la servitude sont les suivantes :

| Section | N° parcelle | Surface de la parcelle (m2) | Longueur de l'ouvrage sur la parcelle (ml) | Surface de la servitude sur la parcelle (m2) |
|---------|-------------|-----------------------------|--|--|
| A | 159 | 11 2285 | 322 | 1 288 |
| A | 161 | 4 483 | 95 | 380 |
| A | 175 | 10 630 | 124,1 | 496,4 |
| A | 178 | 10 710 | 50 | 200 |
| A | 179 | 109 514 | 520,9 | 2 083,6 |
| A | 184 | 10 630 | 70 | 280 |
| A | 247 | 124 876 | 300 | 1 200 |
| A | 248 | 9 375 | 101 | 404 |
| A | 258 | 31 965 | 221 | 884 |
| A | 261 | 7 808 | 170,5 | 682 |
| A | 390 | 121 916 | 379,4 | 1 517,6 |
| A | 391 | 19 910 | 113,3 | 453,2 |

ARTICLE 3 :

Le plan de situation de l'ouvrage est joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera, par les soins du bénéficiaire, notifié à chacun des propriétaires concernés.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de GIUNCHETIO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Laurent BIGOT

| Section | N° parcelle | Surface de la parcelle (m ²) | Contenance sur la parcelle (m ²) | Surface de la parcelle (m ²) |
|---------|-------------|--|--|--|
| A | 101 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 102 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 103 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 104 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 105 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 106 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 107 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 108 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 109 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 110 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 111 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 112 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 113 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 114 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 115 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 116 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 117 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 118 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 119 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| A | 120 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |



Légende

- point d'eau
- piste
- bande de roulement de LICAGIF
- limites de communes

**MISE EN OEUVRE
DE SERVICIUTES DE PASSAGE
ET D'AMENAGEMENT**
Commune de Giuncheto
Plan général des ouvrages

Echelle : 1 / 18 000



Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt de Corse du Sud
Service Environnement-Forêt

Établi par : G. BONNETON
Date : 23 mai 2005
Données : IGN / DDAF 2A





Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

Arrêté n° 06- 0742 en date du 18 mai 2006
portant établissement d'une servitude de passage et d'aménagement
concernant deux points d'eau existants aux lieux dits « Suara » et
« Mugiolere », commune de GIUNCHETO

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le Code Forestier, notamment les articles L.321-1, L.321-5-1, L.321-6 et R.321-14-1;
VU le PIDAF de SARTENE ;
VU le certificat d'affichage établi par le Maire de GIUNCHETO le 1^{er} décembre 2005 ;
VU les pièces du dossier porté à la connaissance des propriétaires notamment le rapport de présentation et le plan parcellaire ;
VU la délibération du Conseil Municipal de GIUNCHETO en date du 10 mars 2006 approuvant la mise en place de la servitude de passage et d'aménagement ;
SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Une servitude de passage et d'aménagement est créée pour assurer la pérennité des deux points d'eau aux lieux dits « Suara » et « Mugiolere » sur la commune de GIUNCHETO.
Cette servitude est établie au profit de la commune de GIUNCHETO.

ARTICLE 2 :

Les parcelles concernées par la servitude sont les suivantes :

Point d'eau 1 GI : lieu dit « Mugiolere »

- section B , parcelle n° 80 (surface : 688 m²)
 - surface de la servitude sur la parcelle :
 - implantation cuve: 200 m²
 - soit au total : 200 m²**

Point d'eau 2 GI : lieu dit « Suara »

- section B , parcelle n° 189 (surface : 1483 m²)
 - surface de la servitude sur la parcelle :
 - implantation cuve: 200 m²
 - soit au total : 200 m²**



ARTICLE 3 :

Le plan de situation des ouvrages est joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera, par les soins du bénéficiaire, notifié à chacun des propriétaires concernés.

ARTICLE 5 :





Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de GIUNCHETIO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,

**Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,**

Laurent BIGOT

Légende

-  point d'eau
-  piste
-  bande de roulement de LICAGIF
-  limites de communes



**MISE EN OEUVRE
DE SERVITUDES DE PASSAGE
ET D'AMENAGEMENT**

Commune de Giuncheto

Plan général des ouvrages

Echelle : 1 / 18 000





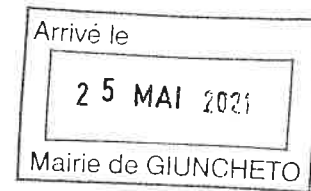
Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt de Corse du Sud
Service Environnement-Foret

Établi par G. BONNETON
Date : 23 mai 2005
Dossier : ICN / EDAF 2A

Dirizzione Ghjinirali Aghjunta Patrimoniu, Mezi è Cumanda Publica
Direction Générale Adjointe Patrimoine, Moyens et Commande
Publique

Dirizzione di a Gistione Fundiaria
Direction de la Gestion Foncière

Sirviziu di a maistria fundiaria di l'Infrastruttura di Trasportu Sartè è Miziornu suttanu
Service de la maîtrise foncière des Infrastructures de Transport Sartène et Extrême sud
Cartulare curatu da / Affaire suivie par : Paule TRAMONI-GIOVANNI
Tél. : 04 20 03 95 48
Indirizzu elettroniku / Courriel : paule.tramoni@isula.corsica
Réf : **25** / 2021 / ML / RO / TP



Sartè, le **20 MAI 2021**

U Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica
Le Président du Conseil exécutif de Corse
à
Monsieur le Maire de GHJUNCHETU
Hôtel de ville
20100 GHJUNCHETU

Ughjettu / Objet : Délibération de la Commission Permanente n° 20/023 CP du 6 mai 2020 et arrêté de prise en considération de la mise à l'étude du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÈ et Roccapina sur le territoire des communes de SARTÈ et GHJUNCHETU.

P.J. : arrêté – délibération - plans

J'ai l'honneur de vous adresser copie de la délibération de la Commission Permanente du 6 mai 2020 approuvant le bilan de la concertation préalable relative à l'aménagement de la RT 40 entre SARTÈ et Roccapina, le principe et les caractéristiques du projet ainsi que copie de mon arrêté n° ARR21/5186 – SFON du 15 avril 2021 visé en objet.

Cette délibération autorise le Président du Conseil exécutif à poursuivre les études et lancer les procédures réglementaires en vue de la réalisation de l'opération, à signer l'arrêté de prise en considération du fuseau d'étude et à demander aux maires des communes de SARTÈ et GHJUNCHETU l'inscription des emprises du projet en emplacement réservé.

Aussi, je vous demande de bien vouloir supprimer les fuseaux d'études existants dans votre document d'urbanisme et inscrire les emprises du projet en emplacement réservé telles que définies dans les plans annexés à mon arrêté n° ARR21/5186 – SFON du 15 avril 2021.

Vous voudrez bien m'adresser par retour de courrier une copie de votre arrêté attestant du suivi de cette procédure ainsi que le certificat d'affichage ci-joint.

U Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica,
Le Président du Conseil exécutif de Corse,
Per u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è per delegazione
Pour le Président du Conseil Exécutif de Corse et par délégation
A direttore generale di i servizi / La directrice générale des services
Marie-Christine BERNARD-GELABERT



Arrêté n° ARR21/5186 SFON du 15 avril 2021
de prise en considération de la mise à l'étude
du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÈ et Roccapina,
sur le territoire des communes de SARTÈ et GHJUNCHETU

LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – livre IV – IVème partie et notamment les articles L.4422-1 et suivants ;
- VU** le code de l'Urbanisme et notamment les articles L 424-1 et R 424-24 du code de l'urbanisme.
- VU** la délibération n° 11/140 AC du 23 juin 2011 de l'Assemblée de Corse approuvant la réactualisation du Schéma Directeur des Routes Territoriales de Corse ;
- VU** la délibération n° 17/120 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2017 approuvant le plan pluriannuel d'investissements relatif aux infrastructures de transport pour la période 2017-2026 ;
- VU** la délibération n° 18/385 AC du 25 octobre 2018 de l'Assemblée de Corse autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer la procédure de concertation préalable obligatoire relative au projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÈ et Roccapina ;
- VU** la délibération n° 20/023 CP du 6 mai 2020 de la Commission Permanente :
- approuvant le bilan de la concertation préalable
 - approuvant le principe et les caractéristiques principales du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÈ et Roccapina ;
 - autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à poursuivre les études et lancer les procédures réglementaires en vue de la réalisation du projet ;
 - autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'arrêté de prise en considération du fuseau d'étude pour une durée de 10 ans et à demander aux communes de SARTÈ et GHJUNCHETU l'inscription des parcelles situées dans le périmètre du fuseau dans leur document d'urbanisme en emplacement réservé ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services de la Collectivité de Corse,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La mise à l'étude du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTE et Roccapina (sur le territoire des communes de SARTÈ et GHJUNCHETU) est prise en considération, conformément au fuseau d'étude défini par les plans joints au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Il sera proposé un sursis à statuer d'une durée de deux ans à toute demande de travaux ou construction de manière à préserver les terrains situés dans le fuseau d'étude dont l'utilisation serait susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet, conformément aux dispositions des articles L 424-1 et R 424-24 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 :

Il est demandé aux maires des communes concernées d'inscrire les emprises du projet en emplacement réservé dans leur document d'urbanisme.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Préfet de Corse du Sud,
Monsieur le Président du Conseil exécutif de Corse,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Monsieur le Maire de SARTÈ
Monsieur le Maire de GHJUNCHETU

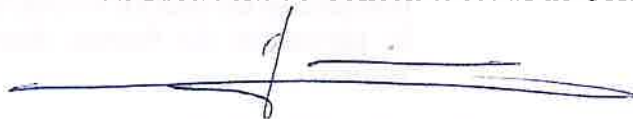
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

AIACCIU, le 15 avril 2021

U Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica,
Le Président du Conseil exécutif de Corse,



Gilles SIMEONI



COLLECTIVITE DE CORSE

Communes de *SARTENE* et *GIUNCHETTO*

PLANCHE 2/7

PLAN PARCELLAIRE

Echelle 1/2000

Plan de Situation



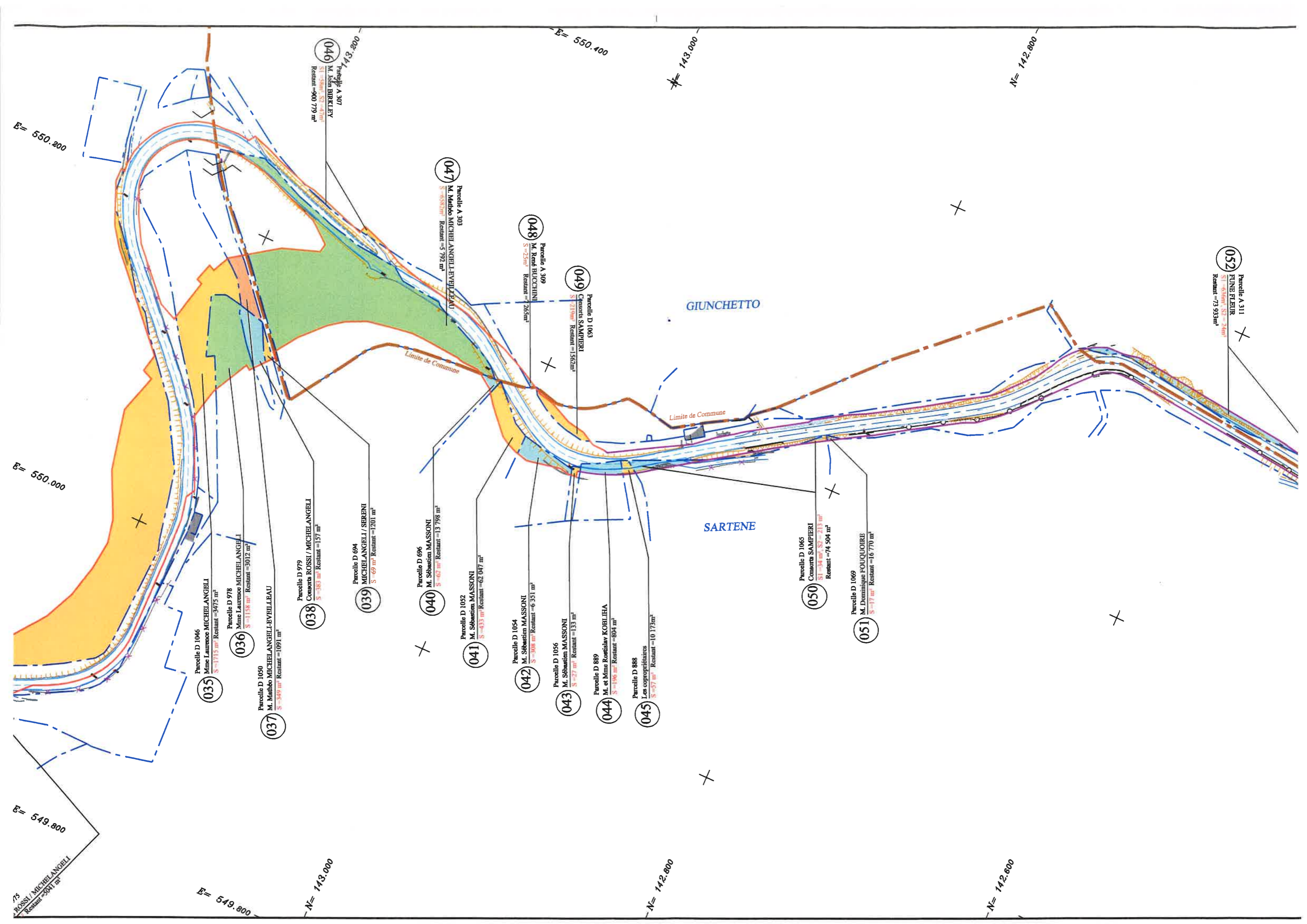
COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'EXEMPLAIRE
 DEPOSE EN NOS ARCHIVES

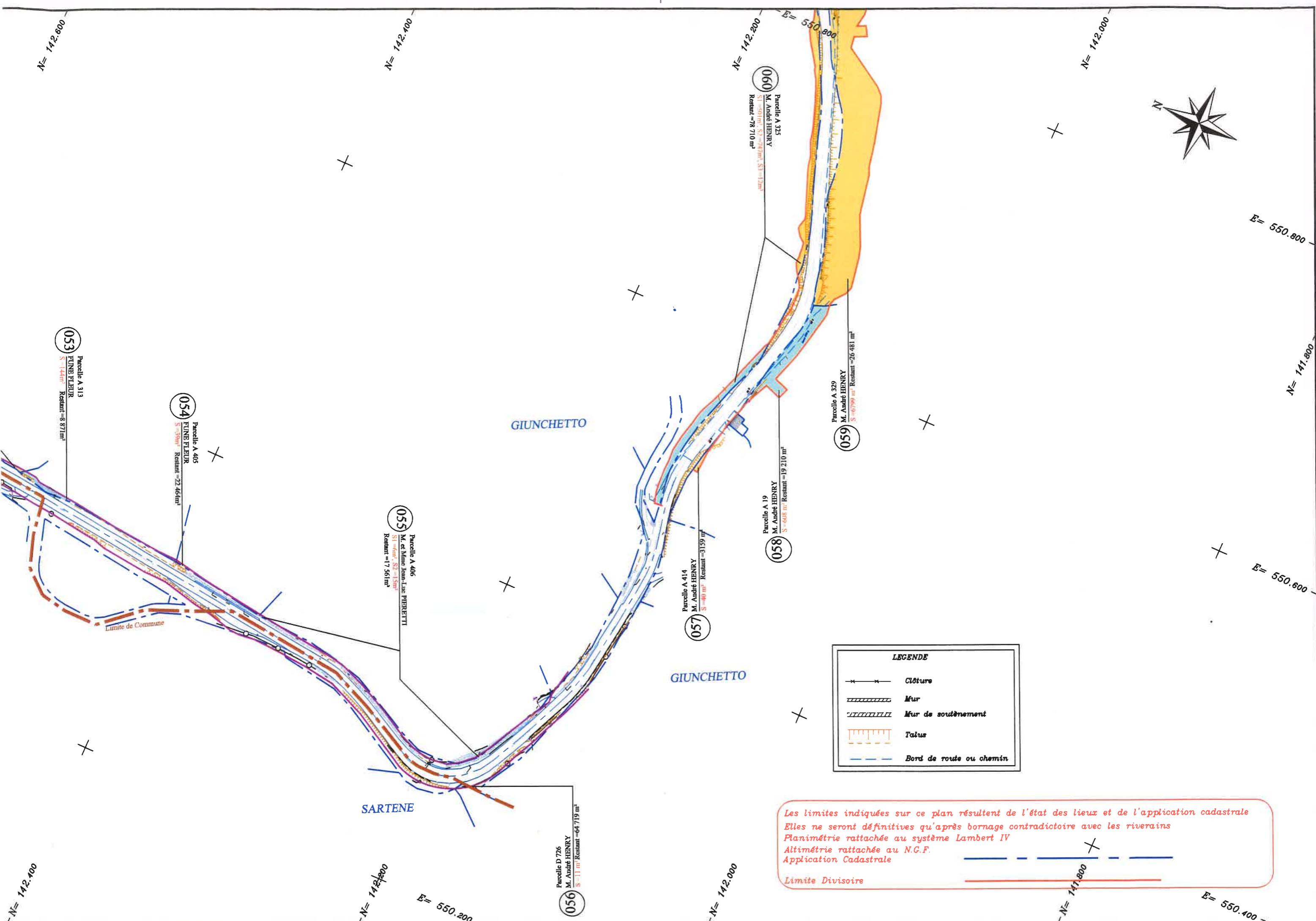
Délivrée le : 16/04/21

| Date | Travaux |
|------|---------|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

Dossier n° 20374/20205

Le 10 Février 2021





Arrêté N° 2021-01 du 28 mai 2021

**De prise en considération de la mise à l'étude
du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÉ et Roccapina
sur le territoire des communes de SARTÉ et GHJUNCHETU**

Le Maire de la commune de GHJUNCHETU,

**SOUS-PREFECTURE
SARTENE**

- 2 JUIN 2021

Arrivée N°

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II – livre IV – IVème partie et notamment les articles L.4422-1 et suivants ;
- VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 424-1 et R 424-24 du code l'urbanisme.
- VU** la délibération n° 11/140 AC du 23 juin 2011 de l'Assemblée de Corse approuvant la réactualisation du Schéma Directeur des Routes Territoriales de Corse ;
- VU** la délibération n° 17/120 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2017 approuvant le plan pluriannuel d'investissements relatif aux infrastructures de transport pour la période 2017-2026 ;
- VU** la délibération n° 18/385 AC du 25 octobre 2018 de l'Assemblée de Corse autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à lancer la procédure de concertation préalable obligatoire relative au projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÉ et Roccapina ;
- VU** la délibération n° 20/023 CP du 6 mai 2020 de la commission Permanente :
- approuvant le bilan de la concertation préalable
 - approuvant le principe et les caractéristiques principales du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÉ et Roccapina ;
 - autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à poursuivre les études et lancer les procédures réglementaires en vue de la réalisation du projet ;
 - autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer l'arrêté de prise en considération du fuseau d'étude pour une durée de 10 ans et à demander aux communes de SARTÉ et GHJUNCHETU l'inscription des parcelles situées dans le périmètre du fuseau dans leur document d'urbanisme en emplacement réservé ;

Tel : 04 95 73 45 88 Fax : 04 95 73 46 05

Mail : mairiegiuncheto@orange.fr

ARRÊTE

Article 1 :

La mise à l'étude du projet d'aménagement de la RT 40 entre SARTÉ et Roccapina (sur le territoire des communes de SARTÉ et GHJUNCHETU) est prise en considération, conformément au fuseau d'étude défini par les plans joints au présent arrêté.

Article 2 :

Il sera proposé un sursis à statuer d'une durée de deux ans à toute demande de travaux ou construction de manière à préserver les terrains situés dans le fuseau d'étude dont l'utilisation serait susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet, conformément aux dispositions de l'article L 424-1 et R 424-24 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

Il est convenu que le Maire inscrive les emprises du projet en emplacement réservé dans le document d'urbanisme de la commune.

Article 4 :

Monsieur le Sous-Préfet de SARTÉ
Monsieur le Maire de GHJUNCHETU

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la commune de GHJUNCHETU.

Fait à Ghjunchetu, le 28 mai 2021

Le Maire



François PAOLINI